



HAL
open science

Défaire le capitalisme, refaire la démocratie. Les enjeux du délibéralisme, de **Éric Dacheux** et **Daniel Goujon**.

Dominique Desbois

► To cite this version:

Dominique Desbois. Défaire le capitalisme, refaire la démocratie. Les enjeux du délibéralisme, de **Éric Dacheux** et **Daniel Goujon**.. 2020. hal-02554264

HAL Id: hal-02554264

<https://hal.science/hal-02554264>

Submitted on 25 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

Défaire le capitalisme, refaire la démocratie. Les enjeux du délibéralisme.

Éric Dacheux et Daniel Goujon.

Éditions érès, 2020, Toulouse, 360 p., 29,50 euros.

L'idée de la démocratie délibérative n'est pas neuve en sciences politiques car on peut la faire remonter à la crise de la cité grecque au VI^{ème} siècle avant J.C. avec la naissance de la démocratie athénienne fondée sur l'*isegoria*, la faculté pour chaque citoyen de prendre la parole pour exercer son pouvoir d'amendement au sein de l'*Ecclesia* (assemblée délibérative votant la loi). Dans la philosophie politique anglo-saxonne, l'idéal délibératif demeure un paradigme majeur de légitimation dans la prise de décisions politiques. En France, l'implantation de centrales nucléaires a constitué un laboratoire expérimental pour la consultation des populations affectées par ce type de décisions. Dans son ouvrage *Libéralisme politique* postérieur à *Théorie de la justice*, John Rawls introduit la délibération pour un donner à sa conception de la raison publique une assise qui prenne en compte le pluralisme des conceptions métaphysiques. Dès la publication de *L'espace public*, la délibération se situe au coeur de la pensée de Jürgen Habermas s'enracinant dans la critique sociale du capitalisme proposée par l'École de Francfort. Pourtant, en dehors de l'économie politique de la communication, le paradigme délibératif demeure un impensé dans le domaine des sciences économiques. C'est pourquoi, il semble nécessaire de rendre compte en détail du récent essai théorique d'Éric Dacheux et de Daniel Goujon sur l'ancrage économique de la démocratie délibérative.

Tant la crise économique de 1929 que la crise financière de 2008 démontrent empiriquement l'incapacité de l'approche néolibérale à prédire les crises de fonctionnement du système capitaliste. D'autant que les évolutions historiques comme la généralisation marchande, la globalisation des échanges, la financiarisation des investissements et des marchés, ou la transition numérique se révèlent en déphasage avec la conception libérale de la théorie néoclassique récusant toute intervention de l'Etat en dehors des défaillances de marché, l'exemple patent étant l'écologie où les dommages environnementaux sont considérés comme des « externalités ». Certes, la théorie économique standard incorpore progressivement les critiques externes dans son corpus hypothétique, par exemples celles formulées par l'économie comportementale conduisant à une certaine « dé-rationalisation » des acteurs humains. Cependant, les nouvelles méthodes développées ne sauraient rejeter le paradigme de la supériorité du marché comme mécanisme efficient d'allocation des ressources.

Comme l'affirme Edgar Morin dans un de ses ouvrages les plus récents¹ « Dénoncer ne suffit pas ou ne suffit plus » : une triple crise écologique, économique et politique s'installe en s'amplifiant, largement propagée par de prétendues « lois du marché ». Les auteurs de cet ouvrage partagent avec le philosophe l'idée qu'il nous faut désormais énoncer ce vers quoi nous devons tendre. Pour le dire plus précisément, Éric Dacheux, professeur en sciences de l'information et de la communication et Daniel Goujon, maître de conférence en sciences économiques, affirment que ce qu'ils appellent la « science économique orthodoxe »² dominante dans le milieu académique a peu évolué alors que le monde change.

¹ *La Voie : pour l'avenir de l'humanité*, Fayard, 2011.

² Il s'agit principalement de la théorie néo-classique, formulation proposée par Thorstein Veblen en 1900 (*The Preconceptions of Economic Science, Part III. The Quarterly Journal of Economics*) pour désigner la synthèse opérée par Alfred Marshall combinant la théorie classique selon laquelle la valeur d'une marchandise est déterminée par ses coûts de production (valeur objective) et la théorie marginaliste selon laquelle la valeur est déterminée par l'utilité de la marchandise perçue par les individus (valeur subjective).

Pour ces deux auteurs, rien ne justifie que le noyau dur de la discipline économique demeure intangible dans ses fondements (concurrence pure et parfaite, individualisme méthodologique, maximisation du profit, utilitarisme) alors que les nombreuses limitations de la « théorie standard » ont été révélés par les partisans d'approches hétérodoxes, notamment en ce qui concerne la régulation par les mécanismes de marché, les conditions de convergence vers l'état d'équilibre ou la nature des marchés.

Le premier objectif que se donne l'ouvrage est donc de montrer comment penser autrement l'économie. Le second objectif est de proposer des principes économiques alternatifs au capitalisme capable de supplanter le libéralisme.

Dans un premier temps, l'ouvrage identifie les impasses du capitalisme passant en revue l'abondante littérature qui identifie les menaces que le capitalisme fait peser sur les sociétés démocratiques. Le premier type de menaces présente une dimension économique révélée à travers des crises récurrentes qui « broient les individus mais régénèrent le système ». La théorie standard aborde ces crises en termes de déséquilibres de marché dus à des chocs exogènes perturbant l'activité économique comme lors du choc pétrolier de 1974, lié au conflit du Proche-Orient. Dans l'approche keynésienne, la crise est attribuée à un dysfonctionnement structurel qui peut conduire à installer l'économie dans un équilibre de sous-emploi. Pour Kitchin, le capitalisme subit des cycles économiques correspondant aux phases de stockage et de déstockages des produits tandis que pour Juglar le cycle enregistre les phases de développement puis de saturation des marchés ouverts par l'innovation technique. Pour les économistes hétérodoxes comme Kondratieff, les crises résultent des mouvements réguliers d'accélération et de ralentissement de l'activité économique trouvant leur origine dans le mouvement d'accumulation puis d'investissement du capital. Pour les libéraux comme Hayek ou Schumpeter, la crise est le moteur de l'évolution du capitalisme. Dans ces analyses, qui rejoignent la mise en perspective historique effectuée par Braudel³, les crises sont cycliques et consubstantielles au système capitaliste. Cependant, l'ouvrage rejoint les thèses de Marx analysant le capitalisme non pas comme un système autorégulateur avec des crises récurrentes mais plutôt comme générateur d'une crise économique structurelle et permanente où la propriété privée du capital est source d'inégalités croissantes. Ainsi, pour ses auteurs, les crises financières récentes ne sont pas conjoncturelles mais résultent de la domination établie par le capitalisme financier sur l'économie réelle.

Les auteurs dénoncent également l'instrumentalisation de l'Etat aux dépens de la démocratie, reprenant la thèse de Marx sur l'État assujéti aux intérêts de la classe bourgeoise. Ainsi, les récentes ordonnances sur le droit du travail prises par le gouvernement français sont vues comme une tentative du néolibéralisme de défaire les lois sociales. De même, l'ouvrage reprend à son compte l'analyse d'Habermas qualifiant l'Union européenne de système « post-démocratique ». Les auteurs s'insurgent également contre une certaine dictature de la quantification, conséquence d'une conception utilitariste des sciences, mise au service de la constitution de monopoles qu'ils analysent non pas comme un état de concurrence imparfaite mais comme la soumission du politique à la logique économique. Pour les auteurs, la domination du capitalisme assure l'avènement d'une « société de marché » que Karl Polanyi avait largement anticipée. La crise politique provient de cet avènement qui remplace l'autorégulation de citoyens adhérant au contrat social par la contrainte des marchés, exercée au détriment des sociétés démocratiques dont les valeurs d'égalité et de liberté sont progressivement remises en cause.

La troisième crise, selon l'ouvrage, est de nature écologique : si les économistes néo-classiques comme Samuelson et Nordhaus⁴ affirment que la croissance est le fait majeur de ce siècle, d'autres moins

³ *La dynamique du capitalisme*, Braudel F., Flammarion, Paris 1985 (2008).

⁴ *Économie*, Samuelson P.A. et Nordhaus W.D., Economica, Paris, 2000, 16^e éd.

orthodoxes comme Georgescu-Roegen⁵ en se basant sur l'entropie montrent que le processus d'expansion économique ne saurait se poursuivre indéfiniment et imputent la crise de la biodiversité à l'intensification de la production. Reprenant les analyses de Braudel et de Harvey sur le développement inégal des espaces liés à la mondialisation, les auteurs soulignent le caractère parfois délétère de la hiérarchisation des territoires, l'espace rural apparaissant comme vidé de sa substance au profit des aires urbaines et péri-urbaines. Si le capitalisme mondialisé conduit à une uniformisation du mode de vie, les auteurs déplorent qu'il creuse les inégalités Nord-Sud disqualifiant les savoirs des pays « sous-développés ». Cette différenciation de l'espace se double d'une uniformisation du temps ou le hors-travail est de plus en plus assujéti au système capitaliste et les transactions financières à haute fréquence condamnent la sphère économique et sociale à une urgence permanente.

Considérant que les réponses aux menaces pesant sur nos sociétés démocratiques peuvent être trouvées dans les initiatives solidaires des citoyens, les auteurs étudient les pratiques empiriques alternatives au système capitaliste pour identifier de nouveaux principes, mieux adaptés à une économie « démocratique ». Ce faisant, ils en concluent que ces principes s'articulent autour de la délibération au sein des espaces publics de proximité, qui leur apparaît comme un mode essentiellement démocratique de régulation. Il s'agit d'inventer de nouvelles formes de régulation pour amortir les crises cycliques : en exemple, les initiatives solidaires pour promouvoir la gratuité (*Incrovables comestibles*), l'économie sociale (SCOP), la sobriété (*Colibris*), ou bien l'autogestion (*Zones à défendre*). Un second champ d'action est la régulation citoyenne de la monnaie (systèmes d'échange locaux) ou de la finance (*Clubs Cigale*) pour s'opposer à une financiarisation prédatrice de l'économie réelle. Un pas supplémentaire peut être franchi en inventant de nouvelles formes de propriété (*HabiCoop*, AMAP) pour compenser les inégalités liées au patrimoine. L'enjeu est d'y restaurer l'autonomie individuelle pour dépasser l'actuelle division du travail et le cadre du salariat dans des formes de coopération démocratique.

Du côté des réponses à la crise politique, il s'agit pour les auteurs de promouvoir une co-régulation entre l'Etat et la société civile (conférences de citoyens, initiatives territoriales Zéro chômeur) pour tenter de tenir les promesses de la démocratie face aux oligarchies capitalistiques. L'administration par les nombres reposant sur une conception verticale du pouvoir, la lutte contre la « dictature de la quantification » concerne aussi bien l'évaluation des politiques publiques que celle de la performance des entreprises, voire celle de la recherche scientifique afin d'ouvrir la boîte noire en rappelant que les critères choisis ont un impact sur les conclusions des études. La démocratisation des technosciences doit passer par le croisement des savoirs entre chercheurs et citoyens, à l'instar de la méthodologie développée par ATD Quart Monde, pour pouvoir co-construire des propositions concrètes. Favoriser la coopération économique entre acteurs d'un même territoire doit permettre en distribuant l'activité économique de manière plus égalitaire, d'éviter la constitution de monopoles.

Selon l'ouvrage, les initiatives solidaires répondent à la composante écologique de la crise en mettant en œuvre des formes concertées d'échanges économiques court-circuitant le marché pour retisser du lien social et retrouver ainsi une capacité de résistance créative dans des domaines-clés pour le climat et la biodiversité comme l'alimentation, l'énergie, les transports voire dans la finance avec le projet de taxation des transactions soutenu par ATTAC. Les initiatives écologiques comme l'économie circulaire, l'économie verte ou l'agriculture biologique s'affirment souvent en rupture avec le modèle productif dominant pour lutter contre par l'érosion de la biodiversité ou le changement climatique, comme au sein des associations Terre de liens et Les champs des possibles. Il s'agit aussi combler la fracture sociale à travers une globalisation des solidarités doublé d'une valorisation participative du territoire

⁵ *La décroissance. Entropie-Écologie-Économie*, Georgescu-Roegen N., Éditions Ellébore-Sang de la terre, Paris, 2006.

que réalisent les projets du Pays de Redon, de la Ferme du possible ou du Bondy Blog. « Ralentir et organiser démocratiquement la gestion du temps » permettrait selon les auteurs de construire plus de formes concertées d'échanges promouvant une plus grande sobriété en matière de consommation des ressources.

Partant d'un article de Hollard sur la délibération dans la théorie économique⁶, les auteurs présentent dans la troisième partie de leur ouvrage le concept de « délibéralisme » comme une communication politique visant à la construction de désaccords, en somme une vision conflictuelle de la délibération revisitant la théorie de « l'agir communicationnel » d'Habermas sur plusieurs points. Tout d'abord, ils abandonnent la distinction faite par Habermas entre l'agent et le citoyen. Puis, les auteurs envisagent un agir stratégique et créatif distinct de l'agir communicationnel. Enfin, compte-tenu de la diversité culturelle impliquant la confrontation des points de vue et une certaine part d'incompréhension, ils entrevoient la délibération non pas seulement comme une communication orientée vers l'intercompréhension mais comme un échange contradictoire visant à construire un accord partiel. Le concept permet d'étudier les dispositifs participatifs qui se sont multipliés dans l'espace public ces dernières années pour, au-delà des figures traditionnelles de représentants et d'experts, tenter d'impliquer les autres parties prenantes de la décision publique pour une meilleure prise en compte des intérêts citoyens. L'expérience des Gilets jaunes montre que la délibération peut être une réponse pour que la parole soit rendue à ceux qui ne peuvent arbitrer leurs fins de mois.

La quatrième partie de l'ouvrage tente d'expliquer pourquoi il convient de rompre avec le positivisme qui imprègne la science économique « orthodoxe ». Il existe au moins quatre « bonnes raisons » pour que l'épistémologie positiviste héritée des Lumières soit en crise : i) les travaux des logiciens comme Gödel montrant l'incomplétude des systèmes formels (les limites de la raison) ; ii) la sensibilité des systèmes complexes aux conditions initiales (limites du déterminisme) ; iii) le tout n'est souvent pas assimilable à la somme des parties (limites du réductionnisme) ; l'imprévisibilité du vivant due à sa complexité (limites de la régularité). Face à cette crise du positivisme, les auteurs se situent résolument dans la perspective épistémologique tracée par Morin⁷ pour l'analyse des systèmes complexes en rejetant le déterminisme et le réductionnisme.

La charge de Cahuc et Zylberberg contre le négationnisme en économie⁸ a rouvert le débat épistémologique sur le statut de savoir formel accordée à l'économie et la pertinence de son paradigme hypothético-déductif dans le champ des sciences sociales. Les auteurs dressent le constat des multiples critiques tant internes adressées par les hétérodoxes (institutionnalistes, régulationnistes, conventionnalistes ou décroissants) qu'externes adressées par les autres sciences (notamment les physiciens et les biologistes mais également les anthropologues et les historiens) à l'économie néoclassique. Ils en concluent que le seul le constructivisme couplé au relationnisme méthodologique permet de proposer un cadre interdisciplinaire articulant l'économie politique avec l'économie formelle pour faire de l'économie une science sociale à part entière.

La cinquième partie de l'ouvrage oppose la démocratie radicale au libéralisme politique en effectuant une critique de la démocratie libérale en tant que régime politique. La force du libéralisme en tant que doctrine repose sur le credo de la déclaration universelle des droits de l'homme. Les auteurs fondent leurs critiques du libéralisme politique sur ses limitations au plan théorique : la société est composée d'êtres rationnels se déterminant librement. Cette vision atomiste n'est guère compatible avec l'existence de communautés où le comportement des individus est dicté par leur appartenance. Les

⁶ « La délibération dans la théorie économique », *Cahiers d'économie politique* n°47, 2004.

⁷ *La complexité humaine*, Morin E., Flammarion, Paris, 1994

⁸ *Le négationnisme économique*, P.Cahuc et A. Zylberberg, Flammarion, 2016.

critiques de la théorie libérale qu'elles soient communautaristes, marxistes, anarchistes ou autonomistes s'accordent pour pointer la conception étroitement atomiste de l'individu et de sa liberté (réduites aux seules libertés négatives). Les arguments de la critique empirique du libéralisme politique sont fournis par le fonctionnement de nos actuelles démocraties libérales représentatives, en particulier l'apathie de leur espace public que révèlent les comportements électoraux.

Dans la sixième partie, les auteurs étudient la dimension économique du délibéralisme par une approche comparative des présupposés méthodologiques entre l'approche orthodoxe fondée sur la théorie économique standard et l'approche « évaluative » en économie qui s'appuie sur une perspective institutionnaliste tracée par Perroux où les rapports sociaux produisent des normes économiques susceptibles d'évoluer. Ainsi, les recherches sur l'économie solidaire fournissent-elles de nouvelles analyses sur l'autoproduction, la solidarité, la réciprocité, la démocratisation, ou l'espace public de proximité. Ces analyses permettent de ré-encadrer l'économie dans nos sociétés démocratiques en fournissant de nouveaux concepts susceptibles de fonder un nouveau paradigme économique où la valeur est une construction sociale intersubjective, fruit d'un processus délibératif, où le prix est issu d'une délibération dans des espaces publics de proximité, et où la monnaie est un système de comptabilité sociale.

Enfin dans la dernière partie, les auteurs tentent de montrer la pertinence du délibéralisme en économie pour deux questions majeures en économie : la monnaie et la distribution du revenu. Face à l'impasse capitaliste dans le financement des productions marchandes comme celui des biens et services publics l'ouvrage présente les alternatives monétaires à la monnaie capitaliste selon deux approches : d'une part, celle des biens communs avec les monnaies locales complémentaires et commensurables ; d'autre part, celle de l'économie sociale et solidaires avec les monnaies autonomes. Puis, transformant la proposition de « monnaie unique » de Polanyi en monnaies de compte et de paiement plurielles, les auteurs présentent une troisième voie, celle de la « monnaie délibérée » permettant d'encadrer la monétisation dans la société démocratique en la privant de sa fonction de réserve de valeur qui la soumet à la logique capitaliste. Le schéma de cette réforme monétaire serait de : i) pluraliser la monnaie en encourageant la création de monnaies citoyennes à tous les niveaux du local à l'international comme biens communs ; ii) développer un système financier démocratique qui articule contrôle citoyen de la banque centrale et généralisation des banques éthiques ; iii) favoriser l'émergence d'un revenu garanti inconditionnel. Cette dernière proposition constitue pour les auteurs un élément essentiel dans la transition vers une société « démocratique radicale ».

Le débat sur le revenu d'existence voit deux conceptions de la justice sociale s'affronter : d'une part, une tendance libérale qui se focalise sur le coût de la protection sociale face au développement de l'exclusion ; d'autre part une tendance « solidariste » où le revenu d'existence est conçu comme un moyen d'assurer au système productif une plus grande cohérence sociale. Parmi quatre formes de revenu d'existence (l'allocation universelle, l'impôt négatif, le revenu différentiel ou RMI, le revenu completif ou RSA), seule l'allocation universelle « libère » formellement son bénéficiaire de l'obligation de produire pour obtenir un revenu. Cependant, selon les auteurs, cette allocation universelle peut être soit un outil de justice sociale voire un outil de sortie du capitalisme, soit un outil de dérégulation du marché du travail voire de dérégulation de l'économie. Ainsi, le revenu primaire garantissant l'autonomie individuelle doit, selon eux, être une allocation universelle basée sur une approche délibérative qui s'inspire de la dotation inconditionnelle d'autonomie (Liegey)⁹, et adossée à des monnaies libres ce qui suppose des échanges entre la monnaie-dette et la monnaie-lien.

⁹ *Un projet de décroissance. Manifeste pour une dotation inconditionnelle*, Liegey V. et coll., Utopia, Paris, 2013.

Evidemment, ce cadre demeure théorique et le délibéralisme une utopie radicale avant de pouvoir être un chantier intellectuel. Cependant, cette construction théorique qu'est le délibéralisme a le mérite de fournir un cadre conceptuel permettant la confrontation de théories pour celles et ceux qui cherchent à penser la démocratie dans une société post-capitaliste. Il faut souhaiter que cette entreprise ne restera pas isolée et que le délibéralisme suscitera de nombreuses délibérations ...

Dominique Desbois